



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

JML BATIMENTS - ISDI

12 Bonnin Nord
33190 Loupiac-De-La-Réole

Références : 26-139
Code AIOT : 0005213872

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement JML BATIMENTS - ISDI implanté Lieu dit Paluets' 33190 Loupiac-de-la-Réole. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11 février 2026 s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de l'Inspection des installations classées et vise à contrôler le respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à l'installation.

La précédente inspection réalisée en 2019 avait mis en évidence plusieurs écarts réglementaires auxquels l'exploitant a répondu par courrier des 13 et 17 juin 2019 et 9 août 2019. L'inspection du 11 février 2026 a permis d'évoquer les points restants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JML BATIMENTS - ISDI
- Lieu dit Paluets' 33190 Loupiac-de-la-Réole
- Code AIOT : 0005213872
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JML Bâtiments exploite une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) à Loupiac de la Réole, au lieu-dit « Les Paluets » (parcelle cadastrale 56 de la section ZA). L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 12 juin 2018 et est autorisée pour une durée de 10 ans, soit jusqu'en juin 2028.

La superficie totale du terrain est de 8 251 m², dont environ 2 000 m² ont déjà fait l'objet d'un remblayage autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 sur une durée de 10 ans. En effet, pour rappel, la demande d'enregistrement actée par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2018 susvisé portait sur la prolongation de cette activité déjà existante, la surface restant à remblayer étant d'environ 3 000 m².

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Organisation du stockage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20 et 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Procédure d'acceptation préalable des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 et 9	Demande d'action corrective	3 mois
6	Gestion des déchets indésirables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de stockage	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 1.1.1 (extrait)	Sans objet
5	Déchargement des déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de l'inspection ont mis en évidence un retard du remplissage de l'ISDI, et donc un non-respect du plan de phasage initialement prévu, ainsi que des insuffisances en termes d'acceptation préalable des déchets au sein de l'ISDI.

L'exploitant doit transmettre les éléments demandés, et en particulier un plan d'action sur ces deux sujets, dans les délais exigés par le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 1.1.1 (extrait)
Thème(s) : Autre, Quantité de déchets inertes admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pendant la période d'exploitation, les quantités de déchets inertes admises sont limitées à 6000 m³, soit 10 800 tonnes.</p> <p>Les quantités maximales de déchets inertes pouvant être admises chaque année sur l'exploitation sont limitées à 750 m³, soit 1350 tonnes. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection du 11 février 2026, l'exploitant a précisé les quantités de déchets enfouis durant les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2023 : 140 tonnes, soit 78 m³, • 2024 : 406 tonnes, soit 226 m³, • 2025 : 185 tonnes, soit 103 m³. <p>De plus, selon le courriel de l'exploitant de février 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la quantité totale de déchets stockée à la fin de l'année 2025 est de 800 m³, soit 1 434 tonnes, • la capacité de stockage restante est de 5 200 m³, soit 9 366 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 20 et 21
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage

Prescription contrôlée :

Article 20

L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :

- elle assure la stabilité de la masse des déchets, en particulier évite les glissements ;
- elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ;
- elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement.

Article 21

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.

Constats :

Selon la demande d'enregistrement déposée en décembre 2017 :

- la progression du remblaiement se fera depuis l'ouest vers l'est et le nord-est ;
- la surface à remblayer s'étale sur 3000 m² (sur la parcelle ZA 56 d'une surface de 8251 m²) ;
- la hauteur du remblaiement sera de l'ordre de 1 à 3 mètres suivant les secteurs. Les pentes seront, pour la partie centrale (plateforme) proches de 1 à 5 %, et pour les talus périphériques de 20 à 40 % (soit 10° à 20 °).

La durée d'exploitation de l'ISDI est fixée à 10 ans par l'arrêté préfectoral d'enregistrement, soit jusqu'en juin 2028.

Le jour de l'inspection du 11 février 2026, il a été constaté un retard du remblaiement, confirmé par l'exploitant.

Le plan topographique faisant état de l'avancement du remplissage de l'ISDI à fin d'année 2025, remis en mains propres à l'Inspection des installations classées le jour du contrôle, va également dans ce sens.

Aussi, le plan de phasage prévu par la demande d'enregistrement n'est pas respecté.

En conséquence, l'exploitant évoque son souhait de solliciter une prolongation de la durée d'exploitation de l'installation afin de garantir le remplissage complet de l'ISDI ainsi que son réaménagement final.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sous un délai de trois mois sur le phasage prévu jusqu'à la fin de la durée de l'exploitation de l'ISDI. Il transmet, sous ce même délai, le plan d'actions prévu pour garantir le remplissage complet de l'ISDI et pour assurer le réaménagement final prévu par la demande d'enregistrement initiale.

Dans le cas d'une éventuelle demande de prolongation de la durée d'exploitation de l'ISDI, celle-ci devra a minima faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance. Selon la durée de prolongation sollicitée, il est rappelé à l'exploitant qu'une nouvelle demande d'enregistrement pourra être exigée. Aussi, il convient de se rapprocher de l'Inspection des installations classées en amont du dépôt de sa demande, dans les meilleurs délais possibles, afin de définir la procédure administrative d'instruction du projet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>Article 5</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>

Constats :

Selon le dossier d'enregistrement daté de février 2018, il est prévu, dans le cadre de l'admission des déchets au sein de l'ISDI, que :

- les déchets réceptionnés sur le site correspondent uniquement à des terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (relevant du code déchets « 17.05.04 ») et des déchets de béton, briques, tuiles et céramiques, seuls ou en mélange (relevant des codes déchets « 17.01.01 », « 17.01.02 », « 17.01.03 », « 17.01.07 »).
- une première sélection des matériaux sur les chantiers d'origine, avec tri préalable et vérification de l'absence de contamination.

Le jour de l'inspection du 11 février 2026, l'exploitant a indiqué que la société JML BÂTIMENTS reste une entreprise locale intervenant sur des chantiers de construction et de rénovation de bâtiments entrepris aux alentours de la commune de Loupiac de la Réole.

Les déchets réceptionnés au sein de l'ISDI étant uniquement issus des chantiers opérés par JML BÂTIMENTS, l'exploitant n'a établi ni de procédure d'acceptation préalable ni de document d'acceptation préalable.

Il indique toutefois que l'origine des déchets acceptés au sein de l'ISDI, à savoir la localisation des différents chantiers sur lesquels il intervient, est tracée dans son registre d'admission des déchets évoqué au point de contrôle suivant.

Il ajoute également que la liste des déchets admis figure sur ce registre (ce point est confirmé par les constats de l'Inspection des installations classées).

Durant le contrôle, les déchets visibles sur la couche supérieure du remblaiement correspondaient à des déchets s'apparentant à des déchets inertes (terres, gravats, brique).

Compte tenu de ce qui précède et considérant que les déchets acceptés restent internes à la société JML BÂTIMENTS, l'enjeu lié à la nature et la caractérisation des déchets enfouis reste maîtrisé.

Néanmoins, l'exploitant ne formalise pas les mesures prises pour s'assurer des conditions d'admission des déchets au sein de l'ISDI (conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel applicable), et en particulier que les déchets réceptionnés ont fait l'objet d'un tri, qu'ils ne proviennent pas de site pollué et qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Par ailleurs, ce mode opératoire, c'est-à-dire en l'absence de procédure d'acceptation préalable, ne pourrait être accepté dans le cas de réception de déchets provenant des chantiers extérieurs à la société JML BÂTIMENTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalise, sous un délai de trois mois, les mesures prises pour s'assurer de l'acceptabilité des déchets au sein de son installation et notamment, selon les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel applicable :

« - que les déchets réceptionnés ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;

- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. »

A titre d'exemple, le registre d'admission évoqué au point de contrôle suivant pourrait être complété en ce sens (ajout de colonne listant les différentes vérifications réalisées par l'exploitant avant d'admettre des déchets au sein l'ISDI : site pollué, déchets triés, présence de goudron/amiante, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8 et 9

Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets

Prescription contrôlée :

Article 9

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Constats :

Le jour du contrôle, le registre d'admission des déchets a été présenté. Celui-ci comporte bien les informations contenues dans l'accusé d'acceptation défini à l'article 8 de l'arrêté ministériel applicable et les informations spécifiques aux ISDI exigées par l'article 9 de ce même arrêté. Néanmoins, il ne comporte pas l'ensemble des données générales requises par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son registre des déchets sous un délai de trois mois en intégrant l'ensemble des informations requises pour l'admission par les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Pour rappel, le registre doit également être complété au regard des remarques listées au précédent point de contrôle portant sur l'acceptation préalable des déchets au sein de l'ISDI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déchargement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de contrôle des déchets déversés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets apportés au sein de l'ISDI sont transportés et déversés uniquement par le personnel de JML BÂTIMENTS.</p> <p>Durant l'inspection, il a été constaté que la zone de contrôle des déchets est matérialisée par un panneau. Celle-ci est située à proximité de la zone en cours de remplissage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des déchets indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Benne de tri spécifique des déchets indésirables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p>

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.

Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.

Constats :

Lors de la précédente inspection de 2019, il avait été constaté que la traçabilité des déchets indésirables (DIB) n'était pas assurée au moyen d'un registre de déchets sortants contrairement aux exigences de la réglementation en vigueur.

Lors de l'inspection du 11 février 2026, il a été constaté la présence d'une benne de tri spécifique destinée aux déchets indésirables. Celle-ci comportait des déchets non dangereux en mélange (ferrailles, bois, plastique).

Selon l'exploitant, la majeure partie est évacuée par le site exploité par PAPREC à Virelade.

Néanmoins, l'enlèvement de ces déchets n'est toujours pas tracé. L'écart relevé lors de la précédente inspection est donc maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant trace, sous un délai de trois mois, l'ensemble des déchets sortants de son installation conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

La dernière surveillance des retombées atmosphériques de poussières a été réalisée selon la méthode des plaquettes du 6 au 20 octobre 2021 par GES COP (il est à noter que le traitement et l'analyse des plaquettes a été confié au laboratoire INOVALYS). Les conclusions du rapport font état des résultats suivants :

- les niveaux d'empoussièrement en limite de propriété de l'installation respectent le seuil réglementaire en vigueur ;
- aucun jour de pluie supérieur à 1 mm n'est recensé durant la période de mesure.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique qu'aucune nouvelle campagne de mesure n'a été reconduite depuis 2019 au regard de la faible activité sur le site. Aucune analyse n'est d'ailleurs planifiée.

Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de justifier du respect du seuil d'empoussièrement lié à son activité et fixé par la réglementation en vigueur.

Compte tenu de ce qui précède, la fréquence de surveillance annuelle n'est pas respectée sans qu'aucune demande d'aménagement des prescriptions applicables n'est été sollicitée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place, sous un délai de trois mois, une surveillance annuelle des retombées

atmosphériques de poussières. Dans le cas où il souhaite solliciter une demande d'aménagement portant sur la fréquence de surveillance, celle-ci pourra être jointe aux éventuelles demandes de modification des conditions d'exploitation évoquées au point de contrôle 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois